

LE VRAI JOURNAL DE LA FAPT DU CHER

LIBERALISER NUIT GRAVEMENT AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC

Bulletin édité par la CGT FAPT et financé grâce aux cotisations des syndiqués **JANVIER 2018 Nº 64**

EDITO: Une Bonne Année 2018 pour fêter le 50^{ème} anniversaire de mai 68

2018, est-ce l'année des licenciements en masse ou l'année de la contre-attaque du monde du travail ? Ce qui semble certain c'est que le patronat commence bien l'année.

Alors que le président MACRON comble les vœux des plus riches et des grands patrons, pour les plus précaires et les travailleurs c'est tout l'inverse.

Les ruptures conventionnelles collectives font le bonheur des grandes entreprises. C'est l'outil efficace pour tailler en masse dans les effectifs à moindres coûts comme chez PSA.

Pour nous, salariés, retraités, privés d'emploi, au 1er janvier, la CSG augmente de même que le gaz, les taxes sur les carburants, les timbres, les assurances. Cela montre que l'année 2018 sera l'année de toutes les augmentations sauf celle de nos salaires et pensions au moment présent.

Face à un gouvernement qui compte imposer la précarité pour tous, et surtout pour les plus fragiles, une riposte, vive et efficace serait un objectif essentiel pour faire reculer tous ces projets destructeurs de vie.

Le chef de l'Etat au service du MEDEF ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Dans la ligne de mire, le durcissement du régime d'assurance chômage, des sanctions injustes à l'encontre des chômeurs puis un coup d'épée dans le système de retraites.

Le SMIC avec une maigre augmentation de 1,24 % (9,76 € à 9,88 € brut) sera bientôt à un niveau identique au seuil de pauvreté alors que les marges des entreprises ont atteint des sommets et qu'en 2017 les dividendes reversés aux actionnaires ont battu les records.

A Orange, ce ne sont pas les 3 milliards d'€ censés sortir les populations dites en « zone blanche » qui suffiront à répondre aux besoins en téléphonie mobile et internet. La CGT chiffre aux alentours de 20 milliards d'€ ce besoin. Il est important également de pointer du doigt les conditions de travail des sociétés de sous-traitance, trop souvent les salaires.

le respect de la sécurité et du Code du travail ne sont pas à la hauteur de ce que propose le groupe en interne.

A Bouygues Télécom sur les plateaux téléphoniques les conditions du travail se sont profondément dégradées et le malaise des salariés est particulièrement criant. Dans les services c'est la règle du « turn-over » qui est appliquée avec des salariés souvent jeunes.

La Poste est le service le plus utile aux yeux des français et le Facteur arrive en 2ème place dans le classement des personnages préférés de la vie publique. Pour les dirigeants de La Poste, aujourd'hui c'est déjà demain. Le développement des nouveaux services, à grand renfort de publicité dans les médias, est pour nos dirigeants les yeux de Chimène posés sur le pactole. C'est quand même mieux que ce désuet mandat cash pourtant si utile aux usagers!

A chaque fois qu'une PDC est réorganisée, la CGT fait le même constat : les suppressions de tournée entrainent inexorablement une intensification du travail. Des conditions de travail dégradées, des arrêts-maladie en progression et non remplacés, des tournées à découvert, la dégradation de la qualité de service sont devenus la règle.

Comment faire une place aux nouveaux services quand la distribution du courrier a déjà du mal à être assurée, non pas par manque de courrier mais par manque de personnel. (Voir action à Vierzon).

Les luttes sont nombreuses à la FAPT dans le Cher et nationalement. Ces victoires démontrent que la lutte et la convergence sont payantes. L'idée d'une grève unitaire doit être portée au plus vite en ce début d'année, pour de meilleures conditions de travail, pour garder nos bureaux de Poste et notre Centre de Tri à Bourges.

Bonne Année 2018, pleine de luttes et de succès!

Orlane FRETY

La Valse à 3 temps

Il fut un temps, pas si éloigné, où les directions avaient pignon sur rue dans chaque département. En 2004 pour le courrier et en 2007 pour l'enseigne, la direction a migré à Tours avec de nouvelles chaises musicales de directeur (trice) venant et repartant avec leur « staff » et plus ou moins de succès.

Il faut dire que le plan de carrière est indexé sur la diminution de la masse salariale qui conditionne aussi la part variable, quoi qu'il en coûte au service public et aux conditions de travail. Et le dernier tube en date se situe dans le « tripatouillage » au 1^{er} septembre 2017 pour le Réseau et au 2 janvier 2018 pour le courrier.

Adieu DSCC Touraine Berry; bonjour la DEX et la Direction du Réseau Centre avec une partie des cadres supérieurs sauvée des eaux. Au-delà de ces modalités géographiques, il s'agit, pour La Poste, de mettre en place des lieux de décisions déshumanisés et loin du lieu de travail à contrario des besoins du personnel.

Dominique LARDUINAT

DERNIERES NOUVELLES AU RESEAU

Suite au changement de direction de Tours à Orléans, nous sommes pour autant dans la continuité des mauvais coups.

Ainsi, sauf rares exceptions, l'emploi n'est pas comblé, l'EAR disparait, la fermeture exceptionnelle devient la règle. Pour 2018, ce serait le tour des bureaux de Louis XI, St Doulchard, Aubigny et Sancerre.

Pour combler cela, l'action ferme et déterminée du personnel et des usagers sont les seules options pour gagner un service public de qualité.

RUPTURES CONVENTIONNELLES COLLECTIVES: Tous ensemble à Pôle Emploi!

Voilà une mesure qui ne perd pas de temps à s'appliquer!

Quelques jours à peine après la publication des décrets sur les ordonnances, la RCC (une des mesures phares ne figurant pas dans le programme du Président de la République) verrait son application chez PIMKIE et chez PSA.

Notons que PIMKIE appartient à la famille MULLIEZ qui détient un patrimoine de 40,6 milliards d'euros, ce qui en fait la première fortune du pays et que PSA ne s'en sort pas si mal (bénéfice net "record" de 1,25 milliard d'euros au premier semestre 2017).

A la CGT, nous ne voudrions pas être accusés d'avoir le culte du complot et nous nous attachons à rechercher la réalité des prix. Toutefois, on est en droit de se demander en quoi ces ruptures constituent un progrès pour la société d'aujourd'hui?

Cette mesure « moderne » fait suite aux ruptures conventionnelles simples voulues par le patronat et la CFDT avec le succès qu'on leur connait.

Aux dernières nouvelles, les syndicats CGT de PIMKIE et PSA revendiquent le retrait de ces mesures et mettront tout en œuvre pour le faire.



POINT SUR BOURGES CTC

Le départ du courrier à la PIC d'Orléans le 4 décembre 2017 a d'ores et déjà fait ses premières victimes (voir article Berry Républicain du 6 janvier 2018).

Effectivement, 2000 factures d'eau ont été égarées ! Ce dysfonctionnement entache encore plus l'image de La Poste et a de quoi inquiéter les usagers du Cher. La CGT est renforcée par ses revendications avec 1 CTC par département pour un service public postal de qualité.

Au sujet de l'ouverture de la Plateforme multiflux à Bourges prévue en 2019. Quelles seront les reconversions possibles sur le nouveau site ? Ce projet va-t-il se concrétiser rapidement ? Pour l'instant, La Poste n'a pas encore trouvé de terrain. Pas de quoi rassurer les agents dont l'inquiétude est forcément proportionnelle aux incertitudes concernant leur avenir.

Comme pour toutes les conquêtes sociales obtenues, ce n'est que par la lutte que nous nous ferons entendre.

Le Collectif CTC

BRÈVES

Finie l'époque où La Poste soutenait ses facteurs en cas de morsure de chien. On apprend ainsi par la presse qu'une factrice de Dordogne s'étant fait mordre par un chien errant se trouve sous le coup d'une sanction disciplinaire. Il est vrai qu'avec des méthodes de « clébard », difficile d'attendre autre chose! Nous venons d'apprendre que La Poste se contentera d'un rappel au règlement, il faut dire que le tollé suscité l'a aidée à reprendre ses esprits.



Dans le domaine du mépris de classe, on peut citer le D.E d'Argenton/Creuse qui donne une compote et une barre chocolatée à chacun de ses agents pour passer la période des colis. Il faut dire que ce D.E, ayant sévi à Sancerre, parlait de ses agents féminins comme de son « cheptel ». Pour la petite histoire, le personnel d'Argenton a retourné en bloc cette « délicate » attention à l'envoyeur.

L'EXEMPLE ALLEMAND

Alors que l'économie d'outre Rhin est constamment mise en avant par les « chantres » du capitalisme pur et dur, voilà que des salariés (n'ayant sûrement rien compris à l'économie de marché) déposent des préavis de grève pour appuyer leurs revendications.

C'est ainsi que le syndicat IG Métal demande une hausse des salaires de 6 % et une DHT à 28 heures.

Petit rappel: l'économie allemande si « florissante » se fait au détriment du salaire et des conditions de travail.
Par exemple le SMIC vient juste d'être mis en place à 8,84 € au 1^{er} janvier 2018, l'âge légal de la retraite est à 67 ans et le

taux de pauvreté des salariés est de 23 %.

Et c'est bien cela qui sert de modèle au patronat français. Pour autant, les revendications des salariés allemands ne sont pas si éloignés de celles des salariés français notamment dans le cadre des négociations sur le salaire et sur la revendication de la CGT à 32 heures par semaine.

BOUTIQUE ORANGE DE BOURGES CUJAS : LES RAISONS DE LA COLERE

Après le transfert à la sous-traitance des boutiques de Vierzon et St Amand, le personnel de Bourges est légitimement inquiet de son avenir. C'est pourquoi un préavis de 24 heures a été déposé le 23 décembre par la CGT et suivi par la majorité du personnel pour défendre l'emploi et les conditions de travail. Ce préavis portait sur :

- Départs non-remplacés,
- Moins de samedis en repos,
- Non-paiement intégral du stationnement.

Suite au dépôt du préavis, la direction consent à lâcher 1 emploi, mieux rembourser le stationnement et rediscuter des horaires. Ces modestes propositions sont pourtant dues à l'action et nul doute qu'une nouvelle journée majoritaire suivie permettrait de nouvelles avancées.

Le Collectif Orange

Mobilisation des salarié(e)s des

EHPAD

Les dégradations des conditions de travail et d'accompagnement des personnes âgées sont dénoncées depuis de longs mois par le personnel et les familles.

Elles font régulièrement l'objet de parutions ou de reportages sans que la situation ne s'améliore.

La réforme de la tarification se traduit par une baisse drastique de la dotation, qui entraine une réduction des postes déjà dramatiquement insuffisants.

Face à cette situation, l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT, UN-SA et CFTC) a décidé d'une journée de mobilisation le **30 janvier** pour exiger des moyens humains et matériels leur permettant une prise en charge digne des personnes hébergées.

La santé n'est pas une marchandise. La perte d'autonomie doit être prise en charge par la sécurité sociale.

Nous sommes toutes et tous concernés par la lutte des personnels des EHPAD.

Soutenons les en participant aux rassemblements.

La section des Retraité-e-s

2018 : LA LUTTE OUI, ET TOUS ENSEMBLE

Dans tous les services de La Poste du Cher, le personnel subit de plein fouet la politique de réduction « coûts de personnel » et d'augmentation de productivité.

Le manque d'emplois, les dégradations des conditions de travail, la perte de repères dans notre métier, l'acheminement et la distribution tardive du courrier due à la pause méridienne, le ras le bol général des collègues et des intérimaires qui jettent l'éponge, sont des attaques intolérables dues à la politique de la direction.

2018, postières, postiers, il est temps de relever la tête et de montrer la voie en empruntant le chemin de la lutte. Chez nos dirigeants, la sérénité n'est plus de mise et la fébrilité s'installe.

Pour preuve à Bourges et à Vierzon et à Aubigny, fin 2017 les facteurs on dit « STOP » et ont déposé les sacoches. A Vierzon au bout de 3 jours, des avancées ont été obtenues avec l'optimisation de renforts, suppression de la sécabilité jusqu'à fin janvier, revalorisation de la prime F.A notamment.

Preuve que la mobilisation et l'intervention des postiers ne prennent que plus d'importance pour imposer ses revendications. Il est urgent de construire sans attendre et tous ensemble.

A nous de montrer la voie, pour retrouver la sérénité au travail, remplir notre mission de service public auprès des usagers.

Mobilisons-nous avec des temps forts de convergences et d'élargissement des luttes.

Manu NEVEUX

TOUJOURS DES DEPARTS CHEZ BOUYGUES TELECOM MAIS... TOUT VA BIEN!

L'année 2017 a été bonne chez Bouygues Telecom, la direction se félicite car les objectifs fixés seront atteints voir dépassés pour certains.

Alors que tout le monde se congratule en coulisse des bénéfices que l'entreprise va dégager, personne ne semble se soucier de ce qui se passe dans les centres de relation de clientèle.

Pression quotidienne sur les Conseillers de clientèle, qui doivent toujours faire plus de chiffres. Chaque appel doit débou-

cher sur une vente de services additionnels (bouquets tv, option payante.....).

Pour la pérennité de l'entreprise (dixit la direction) le conseiller de clientèle est devenu un simple vendeur qui a perdu de vue sa mission première qui était d'accompagner et de conseiller son client pour le satisfaire.

Ce profond changement s'est accompagné de plusieurs dizaines de départs de CDC, mais aussi dernièrement de responsable d'équipe qui décide les uns après les autres de «donner une nouvelle orientation à leur carrière».

Tous ces départs accentuent la pression sur ceux qui restent. Mais la direction reste sourde aux appels de la CGT et des autres organisations syndicales. Les réunions DP ne sont que des séances d'autosatisfaction où chaque question qui peut «titiller» la direction est systématiquement stigmatisée.

Cette politique du dénie instaure un dialogue de sourd et contribue à creuser le fossé entre des conseillers de clientèle laissés seuls en première ligne face aux clients et une direction hermétique.

Collectif BOUYGUES

MACRON EN GUERRE CONTRE LES FAKE NEWS



CONTRAT GEL 8 COUP DE FROID SUR LES DROITS

Nouvelle arnaque de La Poste en matière de contrat de travail. Celle-ci est toujours à la pointe de l'innovation. Surtout quand il s'agit d'exploiter les salariés à moindre coût. Après avoir utilisé les contrats CIE (contrat initiative emploi), La Poste lance un nouveau statut : les contrats GEL. Pour avoir une main d'œuvre avec une flexibilité totale, La Poste a décidé d'adhérer à un Groupement Économique Logistique (GEL).

Ce groupement est une entreprise à part entière avec une réserve de salariés qui peut être appelée à travailler dans l'ensemble des entreprises du groupe. Pour eux, c'est quelques jours à La Poste, puis quelques jours dans une autre entreprise ... Avec ce nouveau statut, La Poste organise sa sous-traitance avec une sorte d'agence d'intérim permanente. Elle a ainsi des salariés ne comptant pas dans les effectifs, sans le social d'entreprise, sans l'habillement mais avec 4 jours de carence pour maladie.

Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité et nous invitons ces salariés à contacter le syndicat (02-48-70-58-30).

Le secrétariat